

# LA DÉPÊCHE

SPPCEM (FNEEQ/CSN)

volume 37, numéro 2 - 6 novembre 2024

## [P]RÉPARER L'À VENIR

Caroline H. Boucher

Nicolas Chalifour

Émilie Charbonneau

Julie Côté

Alexis Desgagnés

Nathalie Éthier

Élyse-Ann Faubert

Phyllis Katrapani

Pascal Murray

Vicky Pelletier

Yves Sabourin

Daniel Saint-Jean



# ICONOGRAPHIE – ENCREES SYNDICALES

Alexis Desgagnés, Histoire de l'art

Ce n'est évidemment pas par magie que, chaque année scolaire, plusieurs numéros de *La Dépêche* sont mis au monde, et ce, pour le bonheur des membres du SPPCEM. En effet, c'est toute une communauté qui gravite autour de notre cher journal syndical et qui met régulièrement les mains à la pâte pour donner à lire et à réfléchir à son lectorat. Pour chacune de ces personnes, contribuer à cet effort éditorial collectif signifie donner bénévolement du temps pour la cause syndicale. Si c'est surtout en période de négociations que le syndicalisme prend son sens le plus fort et, ce faisant, qu'il parvient à mobiliser de la manière la plus évidente ses forces vives, le militantisme syndical est, pour plusieurs personnes, un engagement permanent, en résonance constante avec la permanence de notre condition de travailleuses et de travailleurs. Ainsi en va-t-il de la production du journal *La Dépêche*, qui offre donc à plusieurs d'entre nous une tribune de choix pour vivre et mettre en œuvre notre solidarité syndicale.

C'est dans cet esprit que, le 19 septembre dernier, j'ai proposé à une petite bande de camarades, qui s'était réunie pour souligner le début de la nouvelle année de parution de *La Dépêche*, de participer à un atelier d'expression graphique devant permettre la production collective de l'iconographie du présent numéro de notre journal. Les

encres qui illustrent les pages qui suivent ont toutes été réalisées à cette occasion, dans la joie, la bonne humeur et la solidarité. Elles sont une sorte d'hommage à l'implication des membres du SPPCEM qui contribuent à l'existence de *La Dépêche* et, ainsi, à animer généreusement et de si belle manière notre vie syndicale.

Ont participé à l'atelier *Encres syndicales* : Rosalie Dion-Picard, Ann Edwards, Catherine Elliott-Ledoux, Nathalie Ethier, Phyllis Katrapani, Julie Lachance, Leïla Nouar, Isabelle Paquet et Manuel Sepulveda. ◀



## CHANGEMENT D'HEURE, HUMEUR D'AUTOMNE

Phyllis Katrapani, Présidente

Le 25 octobre, nous avons eu droit à une autre tuile, l'annonce d'un nouveau plan draconien du Conseil du trésor, celui d'imposer un gel d'embauche d'une durée indéterminée dans l'ensemble de la fonction publique. Parmi les craintes exprimées par la CSN, en plus des impacts qu'aura cette nouvelle mesure d'austérité sur les services éducatifs et de l'effet désastreux sur l'attractivité de la main-d'œuvre, la peur que cela ouvre grand la porte au privé est bien palpable et les propos de la présidente de notre organisation, Caroline Senneville, sont clairs : « Nous émettons de sérieuses inquiétudes quant à l'effet pervers

qui pourrait provoquer ce gel sur le recours à la sous-traitance. En restreignant les embauches dans les équipes de soutien, les établissements seront tentés de transférer des tâches au secteur privé, déviant ainsi des budgets vers la sous-traitance tout en dissimulant les véritables coûts. Le gouvernement pourra alors prétendre à des économies, alors même qu'il crée une nouvelle charge sur les finances publiques. » Comme l'a souvent résumé Noam Chomsky, la stratégie de la privatisation est simple : on défiance le système, rien ne fonctionne, les gens sont en colère et veulent autre chose, on confie au privé... Ça se passe en

---

Ce numéro a été réalisé sous la responsabilité des membres du Comité de rédaction du journal : Sébastien Bage, Nicolas Chalifour, Julie Côté, Rosalie Dion-Picard, Émilie Jobin, Leïla Nouar et Vicky Pelletier. La mise en pages est de Sylvie Dubé. À moins d'avis contraire, les articles publiés expriment uniquement les opinions de leurs autrices ou auteurs, y compris ceux signés par les membres du Comité de rédaction. Visitez notre site : [sppcem.ca](http://sppcem.ca). Suivez-nous sur Facebook.

éducation, ça se passe en santé, comme nous l'a rappelé de manière éloquente Anne Plourde, venue discuter de son percutant essai, *Santé inc. : Mythes et faillites du privé en santé*, (Écosociété, 2024), lors du Montpetit entretien du 23 octobre, sans parler de la campagne nationale VRAIMENT PUBLIC de la CSN pour lutter contre la privatisation croissante du réseau et dont le slogan *Pas de profit sur la maladie, pour un réseau vraiment public* en dit long sur la gravité de la situation. Une grande manifestation syndicale est planifiée à Trois-Rivières le samedi 23 novembre et nous espérons être nombreuses et nombreux du Cégep Édouard-Montpetit et de l'ÉNA à participer.

Depuis mon dernier édito se sont tenues deux AG, entre autres sur les nouvelles dispositions de notre convention collective en lien avec l'EAD, la journée JP « Intelligence artificielle générative en enseignement collégial : quels principes et quelles mesures pédagogiques ? », ainsi que sur la consultation sur le plan stratégique, qui est d'ailleurs toujours en cours. Force est de constater que, malgré le fait que nous entamons la semaine 9 et que les profs croulent sous la correction et la préparation des prochaines semaines, ils et elles sont bien là, participant activement à la vie syndicale et institutionnelle et aux discussions sur tous ces enjeux qui les concernent directement. J'en profite encore une fois pour remercier le comité IA derrière la journée pédagogique et dont le travail est loin d'être terminé, piloté par notre V-P aux affaires pédagogiques, Ann Edwards, et composé de profs d'horizons divers : Alexandre Paradis, Ariane Lafortune, Denis Courville, Eveline Bousquet, François Harvey, Sébastien Bage, Vicky Pelletier et Yves Sabourin.

Au niveau national, la délégation présente à la réunion d'octobre du Regroupement cégep de la FNEEQ est revenue les mains pleines. L'ordre du jour était chargé : formation sur les nouveautés de la convention collective, présentations d'outils notamment pour les charges à la formation continue et l'enseignement à distance, les compressions en enseignement supérieur, les frontières de fonctions, les cours « défis », l'IA, le bilan national de la négociation... Le comité exécutif est bien occupé depuis à faire avancer de nombreux dossiers, à rencontrer profs et départements, à effectuer aussi le travail d'application et d'interprétation de la nouvelle convention collective avec la direction. Les rencontres de nos divers comités se multiplient : comité balises en EAD, comité IA, comité environnement, comité local du bilan de la négociation. Le travail qui en ressort et qui atterrit très souvent en AG est remarquable et nous donne de plus en plus d'assurance pour préciser nos points

de vue, développer nos arguments et prendre position collectivement devant les bouleversements petits et grands qui nous affectent toutes et tous.

Nous l'entendons souvent : « nous vivons différentes réalités ». DEC techniques et DEC préuniversitaires, la formation continue et le régulier, la formation spécifique et la formation générale, « le Cégep » et l'ÉNA, ces distinctions génèrent leur lot de malentendus et d'idées fausses à un point tel qu'il est parfois difficile de trouver des terrains d'entente. Si le dialogue entre nous est important, c'est aussi le rôle de l'institution de chercher à réconcilier ces différences et cela doit figurer parmi les principes directeurs du plan stratégique. Comme syndicat, la participation de profs de disciplines diverses à nos comités et à nos AG est absolument essentielle, parce que justement nous sortons de nos bulles et devons écouter les autres, même quand les sujets sont délicats et les discussions, sensibles. Nous connaissons la maxime *divide et impera*, diviser pour mieux régner, mais nous l'oublions facilement aussi. Rappelons-nous pourquoi nous sommes ici et quelles sont nos luttes communes à mener : il y en a beaucoup. Les journées de consultation sur le plan stratégique nous ont permis de prendre le pouls de la communauté et d'entendre ce qui lui importe vraiment. Dans cette première mouture présentée, nous sommes d'accord que plusieurs orientations manquent actuellement de définition dans le sens photographique du terme, la lutte contre la crise climatique à laquelle doit participer une institution d'une telle envergure y est absente ou bien camouflée derrière des mots qui tendent vers des positions équivoques. Une posture ferme visant la sobriété numérique doit y figurer notamment, tout comme la lutte contre toute forme de discrimination doit être clairement énoncée et non insinuée dans des principes d'inclusion. À force d'édulcorer le sens, de choisir des mots prudents, on en vient à invisibiliser les problèmes qui existent au Cégep. J'en appelle à tous les départements de bien cerner et nommer ce qui est primordial pour vous, pour vos conditions de travail, votre vie départementale, votre bien-être individuel et collectif et d'acheminer le fruit de vos échanges à la direction d'ici le 15 novembre en incluant le SPPCEM dans l'envoi.

Je termine en rendant hommage à notre chère collègue de Techniques d'informatique, Kahina Ghidouche, décédée tragiquement le 18 octobre. Mes condoléances à sa famille, à ses proches ainsi qu'à ses collègues. Paix à son âme. ◀



# CO, CO, CO, COL-LA-BO-RA-TION !

Nicolas Chalifour, V.-P., information et communications

\* \* \* Avertissement. Ce texte du vépé in-co-mob comporte des propos qui, disant du bien d'une patronne, flirtent dangereusement avec la candeur. Certain·es lectrices ou lecteurs plus sensibles pourraient se sentir désorienté·es ou même heurté·es par tant d'ingénuité. \* \* \*

**L**e climat dérégulé, la technologie débridée et l'austérité ressuscitée : trois crises et trois combats qui s'imposent à nous; trois occasions de profiter d'un changement de garde à la direction générale pour enfin faire front sur des enjeux qui nous menacent toustes.

Bien installé·es dans les effets des changements climatiques et secoué·es quotidiennement par les manchettes qu'engendrent des violences météorologiques inédites, des rigueurs calorifiques dévastatrices et des tragédies frontalières inadmissibles — préambules aux vastes et violentes perturbations migratoires à venir —, nous sommes de plus en plus nombreux à trouver insupportable le peu de véritable importance que notre institution d'enseignement supérieur semble accorder à l'affaire.

Inévitablement convaincu·es des effets délétères de plus en plus clairement documentés que la débauche numérique a sur les cerveaux et les corps des dernières générations, mais également bouleversé·es par l'avènement et le développement frénétique d'applications d'intelligence artificielle générative, par les entraves qu'elles ont, dès leur apparition, su poser à nos pratiques pédagogiques et par les effets dévastateurs qu'elles pourraient avoir sur le développement cognitif de nos étudiant·es et la nature même de notre travail, nous constatons l'urgence d'agir individuellement et départementalement, bien sûr, mais surtout institutionnellement.

Saisi·es et accablé·es par les brutales compressions budgétaires dont nos établissements sont victimes ainsi que par les absurdes gels d'embauche imposés à nos collègues du soutien, confronté·es à la ruine annoncée de bâtiments et espaces essentiels à notre travail et au surmenage programmé de compatriotes des différents services tout aussi essentiel·les à la réalisation de notre tâche d'enseignement, nous comprenons l'impossibilité de ne pas hurler d'une seule voix.

C'est justement au moment où ces catastrophes convergent impitoyablement sur nous toustes qu'une nouvelle direction générale se met en place au collège. Il appert que cette nouvelle direction, qui s'incarne en Mme Hélène Bailleu, a jusqu'à maintenant fait des déclarations et posé quelques gestes préliminaires encourageants à propos des trois crises qui nous secouent. Lors du happening annuel qu'est le dis-

cours de la rentrée, notre nouvelle directrice a répondu sans hésitation — ou de ces esquives et détours flagorneurs auxquels l'administration précédente nous avait habitué·es — à une question portant sur le troublant silence institutionnel entourant le thème de l'environnement au CEM. Elle a clamé qu'il n'était plus temps de s'en tenir aux mots, mais plutôt de se commettre en posant des actions. C'est d'autre part sous la houlette de cette même directrice que notre vice-présidente aux affaires pédagogique et le comité syndical dédié à la question de l'intelligence artificielle qu'elle pilote ont pu concevoir, de concert avec la direction des études, la journée pédagogique institutionnelle d'octobre, de manière à s'assurer que celle-ci permette de répondre plus adéquatement aux attentes, inquiétudes et questions des professeur·es et donc de celles et ceux qui se trouvent aux premières loges de ce spectaculaire chambardement technologique — chambardement qui s'ajoute aux nombreux dégâts et dommages intellectuels, sociaux et physiques engendrés par l'essor d'une technophilie souvent déraisonnable et toujours imprudente. Cette même directrice a déjà invité les trois exécutifs syndicaux à discuter, et deux fois plutôt qu'une, des violentes coupes imposées par notre bon gouvernement caquiste, et ces discussions ont été menées de manière franche et inhabituellement transparente. Elle a par ailleurs eu l'audace de qualifier ces compressions, avec une irritation à peine contenue, de mesures liées à un retour d'austérité. De plus, lorsque le SPPCEM a lancé une invitation pour participer à une action publique de contestation aux syndicats du soutien et des professionnel·les, à l'AGE-CEM et à la direction, cette dernière a été la première à répondre présente, et ce, avec un enthousiasme étonnant.

Devant une telle conjoncture d'alliances objectives, nous nous réjouissons — par les temps qui courent, il ne faut rater aucune occasion de la faire — de voir se présenter la possibilité d'unir nos efforts. Nous nous réjouissons, mais nous demeurons, vous le devinez bien, aux aguets. Nous rechargeons volontiers nos espoirs à l'égard de la direction de ce collège et tentons fort de croire à cette mutation de posture de la tête de notre établissement, mais il va sans dire que nous ne baisserons pas notre garde. Car nous ne saurions, devant tant d'urgences, tolérer un retour à de molles tergiversations de la part de la direction de notre institution, un collège qui, en tant que pôle scolaire et communautaire, doit rapidement devenir un modèle et un moteur dans la lutte à ces trois dérives qui menacent littéralement sa mission, son milieu et, dans un avenir pas si lointain, la santé mentale et physique de celles et ceux qui sont censé·es s'y épanouir. Alors, jusqu'à nouvel ordre : co, co, co, co-col-labo-rons ! ◀

# À QUOI S'ATTENDRE DES ÉTUDIANT·ES QUI NOUS ARRIVERONT L'AN PROCHAIN ?

Yves Sabourin, V.-P., application de la convention collective

Dans le groupe auquel j'ai participé lors de la consultation organisée par le CREPS dans le but d'élaborer le plan de réussite faisant partie du plan stratégique, j'ai entendu quelques interventions au sujet des profs du secondaire. J'ai compris que, selon ces interventions, il faudrait que le secondaire forme mieux les étudiant·es qui nous arrivent en première année de cégep. J'ai perçu une sorte de reproche ou, à tout le moins, une plainte. Que se passe-t-il au secondaire ? Comment se fait-il que le personnel enseignant du secondaire n'arrive pas à mieux former les étudiant·es qui lui sont confiés ? Comme je vis avec une prof qui enseigne dans une école publique de la Montérégie en physique secondaire 5 et qui enseignait aussi les sciences en secondaire 1 il n'y a pas si longtemps, je lui ai posé quelques questions au sujet de ses élèves.

*Tes élèves, qui sont en physique secondaire 5 cette année, comment sont-ils ?*

Tout d'abord, ils sont gentils. Je n'ai pas de problème de gestion de classe, car j'enseigne aux élèves qui sont parmi les meilleurs de l'école. Ils sont assez investis dans leurs études aussi. Mais ils sont faibles. Plus faibles que ceux de l'an dernier.

*J'ai l'impression que tu me dis d'année en année qu'ils sont de plus en plus faibles. Comme la pandémie est finie depuis quand même assez longtemps, pourquoi sont-ils si faibles ?*

Mes élèves de secondaire 5 étaient en 6<sup>e</sup> année du primaire à l'hiver 2020, quand la pandémie est arrivée. Leur 6<sup>e</sup> année s'est arrêtée en mars 2020, en pratique. Les examens du ministère de 6<sup>e</sup> année ont été annulés, donc ils n'ont pas fait la révision et la préparation nécessaires pour ces examens importants. Quand ils sont arrivés en secondaire 1, à l'automne 2020, ils étaient beaucoup plus faibles que les cohortes précédentes à cause de cela. Ils ont manqué leurs trois derniers mois d'école du primaire.

Par la suite, durant l'année scolaire 2020-2021, ils étaient en secondaire 1 dans des classes bulles. Ils demeuraient dans leur local de classe et c'étaient les profs qui venaient à tour de rôle dans la classe. En science, cela faisait qu'on avait peu de matériel. On a été obligé de réduire le nombre de labos de façon importante. Les locaux spécialisés, notamment ceux pour l'informatique, ont été convertis en classes habituelles et on ne les a jamais récupérés par la suite. Même la bibliothèque et notre amphithéâtre ont été utilisés comme classes. La gestion de classe était beaucoup plus difficile que d'habitude. Le ministère a identifié les



savoirs essentiels à couvrir. Au bout du compte, on n'a pas vu tout le programme parce que les conditions ne nous le permettaient pas.

Pendant l'année 2021-2022, ces mêmes étudiants étaient en 2<sup>e</sup> secondaire. Encore là, le ministère a décidé de ne pas faire d'examen de fin d'année et a encore une fois mis l'accent sur les savoirs essentiels plutôt que sur l'ensemble du programme. Les examens de fin d'année du premier cycle du secondaire ne comptaient que pour 20 % de la note globale plutôt que pour 50 % comme d'habitude. Les élèves ont fait une moins bonne synthèse, une moins bonne préparation qu'habituellement, et seulement sur les savoirs essentiels. Au terme de leur deuxième secondaire, ils avaient cumulé trois ans de retard. Ça ne se rattrape pas facilement.

Lors de l'année 2022-2023, ils étaient en 3<sup>e</sup> secondaire. Cette année-là, le ministère a mis un terme à sa directive de limiter les enseignements aux savoirs essentiels et a demandé de recommencer à enseigner le programme au complet. Prévoyant une catastrophe s'il remettait les examens ministériels à 50 % de la note globale, le ministère a plutôt opté pour maintenir le pourcentage des examens ministériels à 20 %. Même si les profs devaient théoriquement enseigner tout le programme, dans les faits, cela a été impossible, car il y avait trop de préalables manquants.

Durant l'année 2023-2024, à cause de la longue grève des profs de la FAE, ces élèves, qui étaient en secondaire 4 et devaient passer les examens ministériels du deuxième cycle du secondaire, ont de nouveau vu le pourcentage des examens ministériels réduit à 20 % de la note globale. Ce sont donc leurs trois derniers examens ministériels qui n'ont pas eu l'importance habituelle, soit celui de la 6<sup>e</sup> année du primaire, de secondaire 2 et de secondaire 4. Cela a un effet notable sur leur parcours.

*Quelles sont leurs plus grandes faiblesses ?*

Celles que je vois dans mon cours, c'est en mathématiques et en outils informatiques. Mes élèves commettent des erreurs algébriques de base que je voyais peu ou que je ne voyais pas auparavant. De plus, ils n'ont pas eu de cours sur les transformations géométriques et presque rien, voire rien du tout, en trigonométrie, ce qui fait que quand je vois les vecteurs au début de l'année, ou plus tard lorsqu'on décompose une force dans un plan incliné, je dois tout expliquer dans le moindre détail, ce que je ne faisais pas auparavant. Pour les outils informatiques, j'utilise Excel pour les préparer au cégep. Je suis presque la seule à le faire

dans mon école. Et la plupart de mes élèves ne l'ont jamais utilisé dans d'autres cours avant. On part de loin.

*Bon, disons que c'est ta cohorte la moins forte. Peut-on s'attendre à ce que les élèves arrivent mieux préparés à compter de l'année suivante ?*

On peut penser que l'an prochain les élèves seront un peu plus forts. Mais ce n'est pas ce que me disent mes collègues de secondaire 4. La raison qui explique cela vient d'une autre difficulté dont on entend parler dans les médias, soit le manque de personnel enseignant dans les écoles. Depuis quelques années, on a de la difficulté à avoir tous les profs nécessaires pour commencer l'année scolaire. Et lorsque des profs s'absentent en cours d'année, pour des périodes parfois longues, il est très difficile de trouver quelqu'un pour les remplacer, et encore plus de trouver quelqu'un qui est légalement qualifié. Cela fait en sorte que dans certaines matières, le programme ne peut pas être vu au complet, et ça paraît dans l'apprentissage des élèves.

*Quand peut-on s'attendre à recevoir des élèves aussi forts que ceux qu'on avait avant la pandémie ?*

Je ne sais pas. J'ai l'impression que mes collègues et moi les amenons aussi loin que possible. Si j'allais plus vite et que je couvrais mon programme comme avant la pandémie, un trop grand nombre d'élèves décrocherait et serait en échec. Difficile de savoir dans combien de temps on pourra revenir à la normale.

Voilà pour cette entrevue d'une prof de science, qui nous a aussi permis d'entrevoir ce qui se passe en mathématiques. Il serait intéressant d'avoir un son de cloche sur la situation en français. Quelqu'un pourrait-il faire une entrevue semblable pour le prochain numéro ? ◀

# RÉCIFS ET ÉCUEILS BIOLOGIQUES

Élyse-Ann Faubert, Biologie

Notre cher VP à l'info m'a chargée de réfléchir aux raisons qui peuvent expliquer que certains de nos cours en biologie sont considérés comme des « cours-écueil » par notre administration. Je me ferai donc ici le porte-voix de ma discipline en ce qui a trait, selon nous, à la cause principale des difficultés que vivent parfois nos étudiantes et étudiants dans ces cours de biologie. Avant toute chose, je dois mettre en garde le lecteur ou la lectrice, ce texte découle d'informations glanées à gauche et à droite auprès de certains de mes collègues et ne représente donc pas une opinion départementale officielle.

*- Je ne puis pas jouer avec toi, dit le renard. Je ne suis pas apprivoisé.<sup>1</sup>*

La biologie est bien souvent appréhendée comme une science de « par cœur », parce qu'il y a beaucoup de nouveaux mots à apprendre... Je ne le nie pas, mais comme toute science, la biologie suppose son propre langage, qu'il faut d'abord apprivoiser avant de pouvoir jouer avec ses concepts.

<sup>1</sup> Saint-Exupéry, A. (1943). *Le Petit Prince*. Raynal & Hitchcock. Antoine de Saint-Exupéry (1943)

Cela dit, quelques collègues m'ont surtout pointé que les difficultés de leurs étudiantes et étudiants semblent surtout provenir de lacunes en littératie. Par exemple, plusieurs éprouvent des difficultés à trouver une réponse d'examen dans un texte court de cinq ou six phrases, à dégager l'idée principale d'un paragraphe, à bien comprendre le sens d'une question d'examen (« oups, j'avais mal lu la question... »), ou encore à dénicher une information dans les documents envoyés sur Léa – ils préfèrent nous écrire un MIO le samedi soir... Il est donc clair que dans nos cours, celles et ceux qui possèdent une littératie limitée sont désavantagés. Par exemple, en examen, plusieurs nous demandent de leur expliquer le sens de certains mots dans les questions, des mots tels que « inhiber », « générer », « complémentaire », « ingérer » ou encore « agglomérer ». Avant que l'on s'empresse de pointer du doigt la question de l'intégration des allophones, je tiens à préciser que ces étudiantes et étudiants sont le plus souvent francophones et, sans faire une étude scientifique approfondie sur le sujet, il semblerait que ces demandes de clarification en examen proviennent plus souvent d'étudiantes et d'étudiants qui ont des moyennes faibles dans nos classes.



*Je suis persuadé que la pauvreté du vocabulaire d'un étudiant fait en sorte qu'il comprend moins bien quand je parle, quand il lit le livre, quand il essaie de comprendre une question d'examen et quand il essaie d'y répondre.*

– un prof de biologie

Parle-t-on ici d'un analphabétisme fonctionnel<sup>2</sup> chez nos étudiantes et étudiants, d'un manque de culture générale<sup>3</sup> ? ... ou peut-être un peu des deux ? La question demeure pertinente, puisque dans nos classes, que ce soit en techniques de la santé ou en programmes préuniversitaires, nous leur demandons souvent de lire dans le manuel de référence et de répondre à de courts objectifs ou à des questions relatives à ces lectures. Ces concepts de base en biologie seront ensuite clarifiés et bonifiés en classe dans des mises en situation, des exemples ou des exercices leur permettant de comprendre et de faire des liens. C'est une forme de classe inversée, que l'on appliquait bien avant que ça devienne populaire dans les contextes pandémiques – mon département utilise cette technique, avec succès, depuis des lustres. Le problème, c'est que l'étudiante ou l'étudiant moins doué en français, qui lit peu ou pas du tout, prend beaucoup plus de temps, recopie le manuel sans esprit de concision, se décourage ou attend qu'on lui fournisse les réponses.

– *Qu'est-ce que signifie « apprivoiser » ?*

– *C'est une chose trop oubliée, dit le renard. Ça signifie « créer des liens... »<sup>4</sup>*

Afin de mieux connaître ses groupes en début de session, un collègue pose cette question : « Quel est le dernier livre que tu as lu ? » et ce collègue me confie que dans la grande majorité des cas, ses étudiantes et étudiants ne lisent pas, ou si peu, et que ces lectures – dont ils oublient trop souvent jusqu'au titre du livre – correspondent majoritairement à

des lectures obligatoires de leur cursus général. Est-ce qu'on peut aussi pointer du doigt leurs habitudes de consommation des réseaux sociaux (courtes vidéos, gratification instantanée), boostant leur sécrétion de dopamine tout en favorisant une perte d'appétit de lecture de textes longs et d'écriture de leur langue ? Sans doute, mais selon moi, la littératie se construit aussi au fil des expériences de lecture et d'écriture, et ça se passe bien avant l'arrivée de nos étudiantes et étudiants dans nos classes au collégial. Il m'apparaît essentiel, aux niveaux primaire et secondaire de notre système d'éducation, d'encourager et de bonifier au sein de disciplines variées les lectures et les exercices de compréhension de texte, pour permettre aux élèves de développer leur littératie, d'apprivoiser leur langue et de créer des liens solides avec celle-ci, et entre les différentes disciplines<sup>5</sup> de leur cursus scolaire. Finalement, nous constatons que les récifs que frappent nos étudiantes et étudiants sont bien plus souvent reliés à des problèmes de littératie qu'à notre discipline. ◀

<sup>2</sup> Cette situation ne semble pas se limiter aux étudiants québécois : <https://www.lapresse.ca/actualites/education/2019-12-21/eleves-de-15-ans-beaucoup-plus-d-analphabetes-en-france-qu-au-quebec>

<sup>3</sup> Baillargeon, N. (2011). *Liliane est au lycée*. Flammarion. Collection Antidote.

<sup>4</sup> Saint-Exupéry, A. (1943). *Le Petit Prince*. Raynal & Hitchcock.

<sup>5</sup> Gould, S.J. (2005). *Le renard et le hérisson* (traduit par N.Witkowski). Seuil. Collection Science ouverte.

# L'ÉDUCATION PHYSIQUE, LES NÉGOS : MANCHE PAR MANCHE

Émilie Charbonneau et Pascal Murray, Éducation physique

## 1<sup>re</sup> manche : 3 retraits rapides

L'éducation physique enseignée aujourd'hui dans les cégeps a considérablement évolué depuis la création de ces établissements<sup>1</sup>. À l'origine, le programme comprenait quatre cours axés principalement sur l'activité physique et le développement d'habiletés sportives. Communément appelée gymnastique ou culture physique, l'éducation physique avait déjà un bel éventail d'activités sportives dont l'objectif principal demeurait de faire bouger les étudiants.



La réforme Robillard de 1993<sup>2</sup> a marqué un tournant important. Elle a réduit le nombre de cours d'éducation physique en les faisant passer de quatre à deux, afin d'introduire deux cours d'anglais langue seconde. Quelque temps après, le ministre Jean Garon a réintroduit un troisième cours d'éducation physique<sup>3</sup>, en y intégrant la notion de santé dans les objectifs de développement des compétences des étudiants. Cette évolution s'est accompagnée d'un changement dans la pondération des cours, passant de 0-2-0 à 1-1-1 pour deux des trois cours. Ce changement reflète une approche plus holistique, alliant théorie et pratique, et s'éloignant de l'idée populaire, et difficile à déconstruire, « de jouer au ballon » afin de se rapprocher d'une éducation axée sur la santé, les habitudes de vie et l'autonomie dans la pratique de l'activité physique.

Les personnes enseignantes en éducation physique exercent désormais des responsabilités élargies : elles

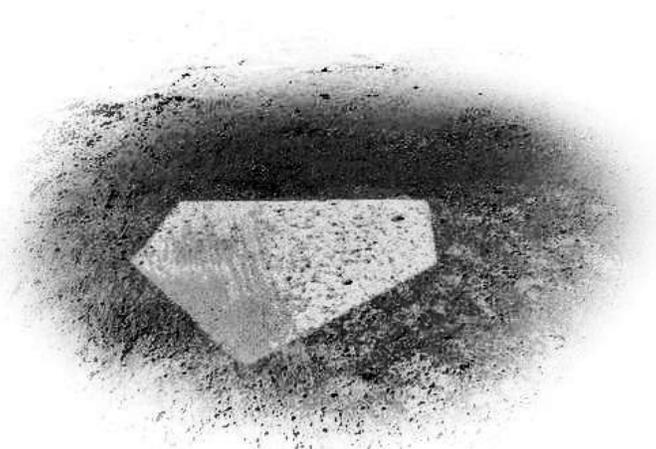
enseignent la théorie, corrigent des analyses et planifient à la fois des séances théoriques et pratiques. Cependant, la règle de calcul de la charge individuelle (CI) qui assure un maximum d'étudiants par semaine (NES) prévue pour les autres disciplines ne s'appliquait pas au cours de deux heures, et donc ne s'appliquait pas spécifiquement à nous en éducation physique. En conséquence, pendant les 30 dernières années, le NES par session pour un professeur d'éducation physique dépassait régulièrement les 200 personnes étudiantes par semaine.

## 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> manches : on place des coureurs sur les sentiers, mais aucun point marqué

À chaque négociation<sup>4</sup>, cet enjeu a été rapporté par différents exécutifs syndicaux. La progression fut lente, mais chaque nouvelle manche nous a tout de même permis de faire avancer et de faire reconnaître cette injustice à travers le réseau.

## 8<sup>e</sup> manche : enfin, on marque !

La dernière négociation collective a apporté des gains significatifs en limitant enfin le nombre maximum de NES à 200 pour la discipline éducation physique, ou pour les cours de 2 heures. Cette avancée permet de construire des charges individuelles plus réalistes, qui tiennent compte des changements apportés aux devis depuis 1993. Ce plafonnement reconnaît en partie l'évolution de la discipline et la charge de travail accrue liée à l'enseignement



1 Chiasson, L., (1988). *Le cégep, agent de formation [Actes de colloque]*. 8<sup>e</sup> colloque de l'AQPC, Sainte-foy, QC, Canada. [https://eduq.info/xmlui/bitstream/handle/11515/4153/chiasson\\_actes\\_aqpc\\_1988.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://eduq.info/xmlui/bitstream/handle/11515/4153/chiasson_actes_aqpc_1988.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

2 Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (1993). *Des collèges pour le Québec du XXI<sup>e</sup> siècle, Enseignement collégial québécois : orientations d'avenir et mesures de renouveau*, Québec, Le Ministère, 39 p.

3 Le projet de modifications au règlement sur le régime des études collégiales, Conseil supérieur de l'éducation, Québec, février 1995, p. 3-5.

4 Lallier, A., (2015). *Pour mieux ancrer l'éducation physique au collégial*. Portail du réseau collégial du Québec. [https://www.lescegeps.com/dossiers/pour\\_mieux\\_ancrer\\_leducation\\_physique\\_au\\_collégial](https://www.lescegeps.com/dossiers/pour_mieux_ancrer_leducation_physique_au_collégial)

théorique et à l'évaluation des compétences en matière de santé et d'habitudes de vie.

Cette limitation du NES représente une amélioration importante des conditions de travail du personnel enseignant en éducation physique. Elle permet une meilleure qualité d'enseignement et un suivi plus personnalisé des personnes étudiantes, tout en reflétant une reconnaissance de l'importance de l'éducation physique et de la santé dans le cursus collégial québécois. De plus, cette mesure contribue à aligner notre charge de travail sur celle des collègues des autres disciplines, reconnaissant ainsi pleinement la complexité et la valeur de notre enseignement dans le développement global des personnes étudiantes et notre place dans la formation générale.

#### 9<sup>e</sup> manche

Le gain obtenu lors de la dernière négociation de la convention collective marque une étape importante dans l'évolution de l'enseignement de l'éducation physique au niveau collégial. Il témoigne d'une compréhension accrue du rôle crucial que joue cette discipline dans la formation des étudiants, non seulement sur le plan physique, mais aussi en ce qui concerne la santé globale et de développement de compétences essentielles pour la vie. C'est peut-être le début d'une vraie « culture physique ». Merci aux membres du

SPPCEM pour votre soutien tout au long de notre combat ! Merci à Yves Sabourin pour sa vigilance et sa proactivité, le département te sera éternellement reconnaissant.

#### Plan de match pour la prochaine partie : les planifications

Dans certains cégeps, comme c'est le cas à Édouard-Montpetit, on reconnaît une planification par ensemble de cours et non par cours. En ensemble 3 par exemple, il est considéré qu'un cours de cyclotourisme et qu'un cours de plongée sous-marine représentent une seule planification. L'aberration est évidente et cela affecte grandement le calcul de notre charge individuelle. Nous devons ainsi nous préparer pour la prochaine partie à jouer afin d'aborder cet autre enjeu, en espérant que vous serez encore au rendez-vous. ◀



# LES DÉFIS DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE POUR LE TRANSPORT AÉRIEN

Daniel St-Jean, Propulseur

Le domaine de l'aéronautique s'acharne depuis des décennies à réduire ses besoins d'énergétique. Tous les secteurs d'ingénierie contribuent à réduire son empreinte carbone, et ce, de la conception du moteur jusqu'à son remisage en fin de vie utile. La consommation du transport aérien est évaluée à 2,6 % de toute l'énergie produite mondialement. La Californie est l'état le plus restrictif en ce qui a trait aux normes environnementales. Il a été le premier à légiférer sur les rejets polluants des aéronefs.

L'avion doit produire de l'énergie pour décoller et effectuer sa mission. Une mission se définit comme étant la distance de vol et la masse à transporter. Cette énergie peut provenir du pétrole, des huiles de plantes, de l'hydrogène ou de l'électricité. Lorsque l'avion est utilisé au maximum de sa mission, la consommation d'énergie par passager et par kilomètre parcouru est légèrement inférieure à celle d'une voiture sous-compacte. Pour se rendre à votre plage du Sud favorite, il est donc préférable d'utiliser l'avion plutôt que votre auto. Il est évidemment farfelu d'utiliser l'avion au lieu d'un transport routier pour effectuer le trajet de la maison au travail.

C'est dans les années 1990, lorsque j'étais un jeune mécanicien, que j'ai eu mon premier contact avec les préoccupations environnementales du motoriste pour lequel je travaillais. Nous devions effectuer des essais de captation des gaz produits par un moteur étalon. Ce moteur était conçu de façon à adapter différentes chambres à combustion. Le premier essai a été effectué avec la chambre à combustion originale. La chaleur produite était de 1300°C. Elle produisait beaucoup de gaz à effet de serre (GES) et peu de NOx. Le NOx est un gaz très léger qui remplit tranquillement l'atmosphère et qui est malheureusement mortel pour l'humain. La dernière chambre à combustion testée a démontré que les gaz produits lors d'une combustion à une température de 3000°C produisaient peu de GES et plus de NOx.

Les pétrolières ont modifié leurs techniques de raffinage afin de réduire la teneur en soufre du carburant, un sous-produit responsable en partie des fameuses fumées blanches observables à l'arrière des moteurs. Elles ont aussi élaboré un carburant contenant 50 % d'huile de plantes et 50 % de pétrole appelé SAF. La CNRC (Conseil national de recherche du Canada) a fait voler un Falcon 20 avec ce nouveau carburant. Les heures de vol ont prouvé le bon rendement en altitude de ce nouveau carburant. Il est important de confirmer que ce carburant n'altère pas le fonc-

tionnement des pièces et le système nécessaire à la distribution du carburant dans la chambre à combustion. Il faut aussi certifier que le carburant permet un rallumage de la combustion en vol si la flamme s'éteint. C'est une prérogative des agences de sécurité du transport aérien. La NASA a étudié le rejet des particules fines qui forment les fumées blanches. Chacun des pays ayant une industrie aéronautique a contribué d'une façon ou d'une autre aux recherches sur les polluants produits par le domaine aéronautique.

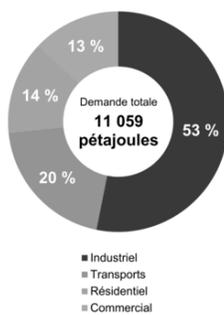
Les études des années suivantes ont démontré que le refroidissement rapide des gaz de combustion empêchait les atomes d'azote (N) d'accueillir un atome d'oxygène (O), d'où la moindre production de NOx et de GES. En 2009, j'étais responsable des essais pour la certification du système de contrôle électronique et mécanique du premier modèle de moteur brûlant le carburant à 3000°C et ayant une chambre à combustion de nouvelle génération. Ce moteur de grosseur comparable à son prédécesseur conçu en 1980 développe 1,5 fois plus de force avec moins de carburant. L'école a reçu en don le moteur qui a servi à la certification du modèle. Aujourd'hui, tous les motoristes importants ont maintenant certifié leur propre chambre à combustion rejetant moins de polluants.

Notre consœur Julie Gosselin a créé le cours complémentaire « Enjeux environnementaux dans le transport aérien » offert aux étudiants de quatrième session de sciences humaines. Le cours permet aux étudiants d'approfondir leur argumentaire sur l'utilisation de l'énergie dans le domaine aérien. C'est une démarche nécessaire afin de relever les deux défis suivants : quelle source d'énergie choisir et comment réduire notre consommation ?

Il est estimé que dans 20 ans le nombre d'avions aura doublé. En comparaison, les besoins énergétiques de l'intelligence artificielle générative devraient doubler tous les 4 ans. Elle consomme aujourd'hui 2,5 % de l'énergie mondiale. La production d'énergie devra augmenter.

Les courriels et les photos des années passées qui restent dans nos serveurs consomment de l'énergie. D'après le livre de Guillaume Pitron « L'enfer numérique », un courriel envoyé à 10 personnes demande l'énergie nécessaire à une sous-compacte pour effectuer 200 mètres.

Nous avons tous un rôle à jouer pour nous permettre de garder notre confort et nos privilèges, comme l'a démontré la population de la Californie lors de la décision de resserrer les normes environnementales. Il n'y a pas de petit geste. Je vous invite à faire un ménage numérique. L'Halloween pourrait être une belle occasion pour détruire nos vieux fantômes. ◀



Source : Régie de l'énergie du Canada. Profil énergétique des provinces et territoires Canada





# LE CÉGEP : PRODUCTEUR MARAÎCHER ?

Caroline H. Boucher, Comité de verdissement

**V**ous les avez peut-être déjà remarqués depuis la rentrée : des paniers de plastique noirs ou bleus identifiés au nom du Collectif Verdissement, contenant des légumes à donner. Ils sont placés à quatre endroits stratégiques dans le couloir central B à Longueuil au rez-de-chaussée. Sinon, vous avez appris leur existence lors de la journée de consultation sur le plan stratégique le vendredi 18 octobre, où nos actions ont eu une belle visibilité. Au moment d'écrire ces lignes, une 9<sup>e</sup> récolte hebdomadaire a eu lieu le mercredi après-midi avec quelques bénévoles (des professeurs et des étudiants des programmes de sciences de la nature et de sciences humaines). L'été a d'abord été généreux en ail et petits fruits. Ensuite, à la rentrée, les haricots, épinards, radis, bettes à carde, tomates et fines herbes se sont ajoutés. Les poivrons, piments, tomatillos, cerises de terre, courgettes et aubergines viennent d'être ramassés. Le premier gel pointe à l'horizon, mais il reste encore quelques plantes plus résistantes comme les choux et les oignons pour garnir nos paniers. Des légumes racines ont aussi été testés sans être récoltés cette année.

Les plus curieux d'entre vous se demandent peut-être : « où est situé le jardin d'Édouard ? ». Le site principal se trouve dans la cour intérieure entre la cafétéria et le couloir B, et est donc visible par les fenêtres des salles de classe du premier étage ou du comptoir de l'association étudiante. Il y a aussi des bacs le long du mur qui fait face à la rue de Gentilly et des arbustes fruitiers dans différentes plates-bandes autour de l'édifice. Le portrait ne serait pas complet sans les ruches... D'ailleurs, du miel a été recueilli ces dernières semaines. Restez à l'affût, son arrivée ne saurait tarder !

La nouveauté de cet automne : amplifier la récolte et la redistribution sur le campus, mais aussi auprès d'organismes communautaires de Longueuil lorsque les surplus sont abondants. Les membres du Collectif Verdissement sont conscients des enjeux locaux d'insécurité alimentaire et tentent de rentabiliser les espaces du cégep et l'engagement volontaire de ses membres pour redonner à la communauté. Le jardinage a aussi des effets positifs sur la santé mentale du personnel et des étudiants en développant un sentiment d'appartenance et une fierté de voir les efforts devenir de la nourriture pour le corps et l'esprit.

Le Collectif Verdissement a aussi aménagé des plates-bandes fleuries près du trottoir menant au Théâtre de la Ville et aide d'autres projets à se déployer dans le futur : bibliothèque de semences, verger, pré-fleuri, plantation d'arbres entre les allées de stationnement, conception d'étiquettes et d'affiches explicatives... Contactez-nous

sur Teams si vous êtes intéressés et avez quelques heures à offrir. Nul besoin d'être un jardinier professionnel ou d'attendre à l'été prochain ! Il y a encore des tâches à accomplir cet automne : retraits des plants fanés, ramassage de feuilles mortes, épandage du compost produit sur le site, plantation d'ail... Il y aura aussi des tâches à réaliser tôt ce printemps : planification, semis, plantation...



Finalement, il y a tous les projets auxquels vous pourriez penser et qui pourraient contribuer à enrichir l'écosystème du cégep. Le Collectif Verdissement vous offre une occasion de réfléchir à l'impact que vous pouvez avoir sur votre environnement de travail, tout en privilégiant l'action. Ce peut aussi être une opportunité d'expérimenter de nouvelles activités pédagogiques avec vos étudiant-es. Il sera intéressant de voir comment les différentes disciplines enseignées dans les murs d'Édouard pourront contribuer à la transformation de notre institution, dans une véritable perspective de développement durable.

Serez-vous des nôtres ? ◀

# LE FÉMINISME SYNDICAL, UN ANTIFÉMINISME, VRAIMENT ?

Julie Côté et Vicky Pelletier, Littérature

Ce texte est une réponse à celui de Marie Wright publié dans le précédent numéro de *La Dépêche*. S'il ne fait aucun doute que l'autrice a le droit de remettre en cause son engagement auprès du comité féministe et d'exprimer son opinion dans ces pages, l'essentiel de son argumentaire nous a paru fallacieux, et surtout fort insensible par ses implications. Nous avons jugé nécessaire de lui répondre, puisque plusieurs idées qu'elle soutient se doivent d'être contestées et leurs présupposés, exposés.

Affirmer que l'intersectionnalité met à mal la défense du droit des femmes relève de l'aporie. Pour parvenir à une telle conclusion, l'autrice présente une vision du féminisme qui ne fait pas consensus. Elle argue que le féminisme dans lequel elle se reconnaît n'est pas fondé sur le ressenti mais bien sur la biologie, ce qui lui conférerait supposément une plus grande légitimité. De ce fait, elle hiérarchise les identités en fonction de ce sur quoi elles se fondent, comme si la biologie était au fondement même de l'identité, et rejette du revers de la main la légitimité de toute identité qui ne correspondrait pas à une réalité biologique. Contrairement à l'autrice, nous acceptons qu'il n'y ait pas qu'une seule façon de s'identifier à une réalité,

quels qu'en soient les éléments communs (ou ce qui est « observable », pour reprendre son expression). Il n'y a effectivement pas de recouplement parfait entre ce que l'on peut appeler la « réalité » et l'identité, et ce n'est assurément pas pour cette raison que les femmes continuent de vivre de l'oppression. D'ailleurs, le mépris qu'affiche le texte envers le « concept » de « ressenti » est étrange. Si cette idée peut donner l'impression d'une subjectivité absolue qui serait incontestable, cela ne nous semble pas être le cas. Les personnes auxquelles la société permet depuis peu d'affirmer leur ressenti sont enfin capables d'exprimer la réalité qui est la leur. Si les femmes avaient pu plus souvent exprimer le leur, peut-être que certaines maladies féminines auraient depuis longtemps été étudiées et que des traitements auraient été proposés. Si on avait accordé une certaine légitimité à ce que les femmes ressentaient, peut-être que les discussions sur le partage souvent inégal de la charge mentale ainsi que sur d'autres enjeux qui ne sont pas « visibles » auraient eu lieu beaucoup plus tôt. Le ressenti n'est pas en soi une preuve, certes, mais il ouvre la porte à des discussions ; c'est ainsi que la pensée chemine et, parfois, la preuve d'une réalité d'abord ressentie peut être faite *a posteriori*, alors qu'elle ne pouvait être établie en amont.



Pour revenir à la critique que fait l'autrice du féminisme syndical, ni les différentes identités ni l'intersectionnalité ne sont à blâmer pour les dissensions au sein des mouvements féministes. Quelle que soit la cause, il y a fort à parier que deux personnes qui la défendent n'en auront pas une vision identique. Que différentes conceptions du féminisme s'entrechoquent, doit-on s'en formaliser ? Nous ne le croyons pas. Et la cause de ces différends, ce n'est pas le fait que des personnes cherchent à leur tour à se défaire de l'oppression qu'elles subissent. Nous insistons : ni la diversité des causes ni les divergences d'opinions ne nous empêchent de lutter ensemble contre différentes formes d'oppression.

Lorsque l'autrice soutient que les droits de certaines minorités remettent en cause les droits des femmes, doit-on comprendre que les droits des femmes nécessitent l'assujettissement, voire l'effacement de ces minorités ? Il doit y avoir une autre façon de penser sans que cela se fasse au détriment de qui que ce soit. L'autrice jette le blâme sur ces minorités pour les dissensions qui apparaissent au sein des mouvements féministes, alors qu'on trouve dans son propos même le germe de ce qui divise les êtres dans leurs luttes contre l'oppression. Pourtant, il est possible de militer contre ces oppressions, même si nous ne les subissons pas personnellement, de même qu'une personne peut défendre plus d'une cause. Il n'y a donc aucune raison d'opposer de la sorte des revendications en laissant entendre que soutenir une cause nuit à d'autres causes. Qui plus est, nous n'avons rien à gagner à nous assoir sur nos droits (durement acquis, certes, et que nous devons continuer de défendre) si c'est pour voir autrui vivre de l'oppression sans agir contre celle-ci. L'oppression prend plusieurs formes, et bien que des personnes partageant certaines réalités biologiques l'aient subie, sa cause, elle, ne relève pas de la biologie.

Si les questionnements que notre époque suscite peuvent parfois être anxiogènes, ce n'est pas en nous en remettant à des discours qui camouflent une idéologie qui se fonde strictement sur « une réalité observable » bien discutable que nous avancerons collectivement. Il ne faudrait pas oublier que ce qui met véritablement en péril les droits des femmes, ce sont l'androcentrisme, la misogynie, le paternalisme et la sexualité toxique. Bien que nous concédions qu'il y a des limites à tout lire dans la perspective des dynamiques de pouvoir, nous pensons que celles-ci doivent d'abord être mises en lumière afin d'être surmontées. Nous aurions aimé trouver dans le propos de notre collègue une pensée « riche et nuancée », plutôt que des affirmations coups de gueule qui ne font que renforcer la polarisation sur cette

question. La posture qu'elle a adoptée montre bien que le clivage qu'elle décrit n'est pas l'apanage de la pensée intersectionnelle, bien au contraire.

À cet effet, la position de la FNEEQ et de la CSN nous semble juste, et la légitimité du comité féministe ne nous en paraît pas altérée. Nous pouvons faire confiance à nos institutions, en premier lieu à nos syndicats (en autant que tous et toutes puissent contribuer aux débats), d'arriver à faire la part des choses, comme ils l'ont toujours fait, dans les « conflits de droits » qui pourraient survenir dans nos sociétés. Surtout, nous nous réjouissons que notre regroupement milite pour les droits de toutes et de tous, y compris de celles qui présentent une vision du féminisme dans laquelle nous ne nous reconnaissons pas. Malgré les désaccords, nous pouvons poursuivre la lutte contre l'oppression ensemble. ◀

# BLASON D'UN COEUR – 2

Nathalie Éthier, Littérature

Montréal la blanche 1960, *la neige tombe drue et serrée*  
*la boue des derniers jours enfin enfouie sous un beau tapis blanc*  
tu aimes l'hiver et ses tempêtes même quand *il fait un froid de canard sauvage*  
quand le soleil au milieu du ciel bleu fait briller le paysage  
je t'imagine derrière la fenêtre de ta chambre au pied du Mont-Royal  
dans un tourbillon de tissus et de patrons achetés en solde au centre-ville  
pendant que les bourrasques dehors entassent la neige dans le *driveway*  
à la machine à coudre tu te confectionnes des robes cintrées  
une crinoline  
et observes émerveillée la valse des flocons la valse du coton.  
Le jour de la parade du père Noël  
tu te mêles aux familles canadiennes en rangs serrés le long des grandes rues.  
Les jours froids de janvier ne t'empêchent pas de fréquenter les patinoires du quartier  
avec tes beaux patins tout neufs achetés à meilleur marché qu'en France  
tu dessines dans la marge tes derniers achats pour l'hiver  
comme ce manteau *eskimo* en laine rouge garni de galons tissés  
et une paire de bottes doublées en mouton  
restées au fond du placard de l'entrée et que j'ai si souvent vues sur des photos.  
Le soir tu passes surtout ton temps à apprendre des danses canadiennes-françaises  
avec l'ensemble de la troupe dirigée par un père de l'église Saint-Viateur  
8 danseurs et 8 danseuses, vous vous appelez *Les 16 Kibouges !*  
Tes lettres sont écrites sur du papier transparent comme du papier de soie pour couturière  
ça te coûte moins cher de timbres  
tu n'es pas lasse de décrire le cadre de ta vie canadienne  
évoques une rencontre avec *un gentil garçon québécois*, ton *partner* de danse au folklore  
il t'ouvre la porte sur l'intimité de sa vie familiale  
une famille nombreuse venue du Bas-Saint-Laurent s'installer en ville, rue Hutchison  
tes lettres ne révèlent pas encore son nom à tes parents  
il y a tant à découvrir maintenant que tu ne réprimes plus tes élans intérieurs  
tu arrives à t'exprimer avec une sincérité qui force l'admiration  
expliques à tes parents que tu ne pouvais te résigner à vivre chez eux  
dans l'attente qu'un mari te tombe du ciel dans les bras

la voie commune à toutes les femmes

*le mariage n'est pas pour moi, je n'ai pas envie de fonder un foyer*

ce serait ton équilibre.

Tu couds avec une fille de la troupe des costumes folkloriques du monde entier

vous préparez une représentation de danses tyroliennes pour le concours annuel *Miss Quartier latin*.

Ici les gens se reçoivent beaucoup entre eux l'hiver et toutes ces invitations ressemblent à une célébration perpétuelle. Tu ne dances qu'avec ton *partner* pour n'offenser personne, même si cela freine ton désir de passer de bras en bras. À côté de lui, timide et rieur, au milieu des autres invités chez Pierre Lortie, il n'y a pas de table, chacun prend une chaise, une serviette en papier sur les genoux tu as envie de rire

ici les céleris se servent crus en branches

ici ton attaque est poétique : *Pierre mange un arbre !*

Ronde de rires joyeux tout autour de toi

où là comme ailleurs, tu es une grande actrice parce que la vie est une scène.

Au milieu des autres danseurs, c'est vous deux qu'on regarde parce que vous dansez chaque fois que l'occasion se présente

et on tasse quelques tables pour vous faire de la place. ◀



